

le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	MAI 1969 — 7 ^{me} ANNEE — N° 65		Le numéro
		Abonnement de soutien 10 F - 100 F.B. Abonnement annuel 5 F - 50 F.B.		0,50 F - 5 F.B.
		LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE - Colbert	C.G.P. 2202 22 MARSEILLE

Après le Référendum :

Mort aux illusions électoralistes !

DE GAULLE a pris sa retraite. Nous qui ne sommes pas des démocrates, mais des communistes, nous ne chantons pas victoire. Aucune "victoire" électorale, jamais, n'a été une victoire, même limitée, pour la classe exploitée, et la participation massive au scrutin de dimanche dernier prouve seulement l'ampleur des illusions électoralistes de la classe ouvrière d'aujourd'hui.

Ces illusions, le résultat du référendum vont peut-être les renforcer, dans un premier temps tout au moins. Voyez, crieront les « communistes » de parlement, ce que la grève générale n'a pu faire, une bonne consultation électorale l'a réussi : le chef de l'Etat qui n'avait pas bronché en mai-juin a dû se démettre aujourd'hui. C'est tout le contraire qui est vrai. Si, en mai, l'Etat et son gouvernement avaient cédé, c'est devant la poussée de la classe ouvrière en lutte directe qu'ils auraient reculé, lui donnant du même coup un encouragement formidable. Ils ne l'ont pas fait, ils ne pouvaient le faire dans l'intérêt de la conservation bourgeoise. Alors, la CLASSE ouvrière, aussi embourbée qu'on voudra dans les illusions pacifistes et réformistes, fermement encadrée par des syndicats et des partis défenseurs acharnés de l'ordre, mais la CLASSE ouvrière malgré tout se dressait devant eux. Aujourd'hui, c'est tout différent : le président de

la République s'incline civilement devant l'opinion de la MASSE AMORPHE des citoyens et son geste amorce une série de combinaisons électorales dans lesquelles on invitera l'ouvrier à apporter son petit bulletin, à jouer lui aussi au citoyen et donc à oublier qu'il n'est pas, justement, un citoyen parmi d'autres, mais que, membre de la classe exploitée, il ne peut s'émanciper, ou même simplement défendre ses intérêts les plus élémentaires, que par sa LUTTE DE CLASSE.

Pourtant, même les pires illusions peuvent se muer en leur contraire quand elles se heurtent aux dures réalités. Le charme du débiscite n'ayant pas opéré, que va-t-il se passer ? Sans jouer le moins du monde les diseurs de bonne aventure, on peut constater que l'agitation des professionnels de la politique révèle à la fois leur crainte de la crise et leurs divergences sur la meilleure manière de sauvegarder l'ordre (tous ces rats qui ont abandonné précipitamment le navire gaulliste le prouvent). Sauvegarder l'ordre, c'est sans doute tenter de faire avorter dans l'oeuf l'agitation des couches moyennes en voie de ruine, ou encore de l'utiliser contre les ouvriers, mais c'est surtout, c'est avant tout essayer d'encadrer le prolétariat, de le domestiquer et s'il le faut de le réprimer sans pitié. Quelque soit

le futur président — un Pompidou champion des « durs » de l'U.D.R., un « invertébré du centre ou un « gérant loyal » de la gauche appuyée par le P.C.F., plus spécialement chargé, par C.G.T. interposée, du rôle de garde-chiourne dans les entreprises, comme à la Libération — il n'aura pas d'autre fonction.

Ecoutez - les, camarades ouvriers ! Tous sont de farouches défenseurs de l'ordre, de l'intérêt national, de la grandeur de la France, et ils ne se disputent que sur la meilleure manière de les servir. Cet ordre, cette grandeur, vous êtes ses esclaves, c'est sur vos bas salaires, vos heures de travail trop nombreuses, les cadences toujours plus rapides que vous suivez, qu'elle est bâtie. Telle est la loi de la société capitaliste.

Un changement de président n'y changera rien. Rien de rien. Il n'y a pas de miracles, surtout pas de miracles électoraux. Les changements dans le sort du prolétariat, les plus radicaux que seule la révolution communiste peut apporter comme les plus limités, c'est la lutte de classe du prolétariat, la lutte directe, générale, décidée qui peut seule les arracher. Camarades ouvriers, si vous ne le croyez pas encore, si vous croyez toujours et encore aux miracles, ouvrez l'oeil, l'agitation électorale qui commence et son point

(Suite en page 4)

Mai Juin 68 a un an

A en croire les opportunistes de toutes les teintes politiques, mai-juin 1968 aurait été un grand succès économique dont il s'agirait avant tout de préserver les résultats. Même la défaite électorale de juin ne serait qu'un accident dû aux « mauvais coups » du gauchisme « objectivement » allié aux gaullistes et ayant fâcheusement effarouché les classes moyennes : reflux passager à surmonter en rassurant ces mêmes classes et en leur promettant ordre, sécurité, prospérité par « l'union la plus large » autour des forces de « démocratie et de progrès ».

Depuis un an les faits ont sévèrement démenti cet optimisme en révélant brutalement ce qu'il représentait : C'est de l'opportunisme puisqu'il chante victoire alors qu'il a sacrifié à des avantages économiques éphémères tout un secteur ouvrier livré à la répression patronale. C'est du réformisme car il fait dépendre l'amélioration des conditions de vie et de travail, non pas d'une reprise de la lutte des classes dont mai 1968 aurait pu être le signal, mais de la promesse d'une future « démocratie avancée ». C'est du fascisme, enfin, dans la mesure où la pratique effective des directions syndicales actuelles jette le discrédit sur l'action directe considérée comme « provocation », fait écho, contre les minorités ouvrières les plus combattives, à l'anathème gaulliste sur le « serpent de la discorde et du trouble ».

Ce contenu condense en quelque sorte les trois grands aspects de l'opportunisme de tous les temps : la corruption économique comme moyen d'acheter la passivité sociale des exploités, les illusions démocratiques comme arme idéologique les détournant de leur mission révolutionnaire, la complicité morale et matérielle avec les formes directes ou indirectes de la répression bourgeoise.

Ces conséquences de la capitulation incluse dans les négociations de Grenelle, nous les avons prévues il y a un an, en même temps que nous en dénoncions les causes. La crise de mai, disions-nous alors, est une crise qui affecte en premier lieu une fraction spécifique des classes moyennes ; le prolétariat ne fait en quelque sorte que la suivre en incluant ses revendications de base, mais en les défendant avec les seuls moyens dont il dispose et en s'aidant du seul degré de conscience dont il est capable après trente ans de défaites et de compromissions. La « crise de mai » est l'une des premières manifestations d'une crise plus générale dont la caractéristique essentielle, jusqu'ici, est d'affecter les secteurs les plus divers, de revêtir les formes les plus variées, mais sans toucher pour l'instant au support fondamental de la

société bourgeoise décadente : la carence de classe du prolétariat.

Nous avons dit encore qu'une telle crise « non-prolétarienne » pouvait théoriquement être mise à profit par le prolétariat mais à la condition qu'il soit guidé par son parti de classe et non étroitement contrôlé par l'opportunisme, comme c'était et c'est toujours le cas. Non seulement cet opportunisme après s'être efforcé en vain de couper-court à la déflagration sociale a tout de même réussi à la fourvoyer dans le marais des tractations de Grenelle, mais encore toute velléité d'échapper à son encadrement ne se libérait de lui que pour tomber dans un autre opportunisme, sincère sans doute, mais également sans issue. On ne pouvait donc sensibiliser les ouvriers aux positions de lutte que les étudiants, puérilement, voulaient leur réapprendre alors qu'ils ne trouvaient pas en eux-mêmes la conviction nécessaire pour les imposer à leurs propres cadres. Il était vain de prétendre combattre le réformisme avoué de l'opportunisme en lui opposant des formules « révolutionnaires » qui débouchaient sur un autre réformisme : celui de l'autogestion. On ne pouvait en un mot improviser la force de classe du prolétariat alors qu'elle avait été pervertie et dissoute par un demi-siècle de trahison.

Que des éléments courageux, sinon clairvoyants, l'aient tout de même tenté ; que nous ayons essayé, pour notre compte, d'encourager par la pratique tout ce qui pouvait élever la conscience immédiate des ouvriers, cela ne change en rien le fait brutal qu'au plein feu de la grève nous avions prévu : de mai-juin 1968, il ne devait rester qu'une leçon.

Mais une leçon particulièrement riche : tout ce qui est advenu par la suite révèle avec autant de clarté le vrai visage de ceux qui ont « négocié » l'agitation de mai que l'utopisme de ceux qui voulaient la conduire jusqu'à la révolution.

Les résultats économiques tant vantés de Grenelle se sont réduits, tout bien pesé, à une de ces augmentations annuelles de salaire du gabarit de celles que l'opportunisme, avant mai, déclarait inacceptables. Un « droit syndical dans l'entreprise » qui vise à étouffer toute grève dans l'oeuf, une « garantie de l'emploi » qui abandonne les vrais chômeurs à leur sort et consacre le déclassement des autres, voilà les nouvelles « victoires » qu'on sert aux ouvriers pour les consoler de celles qui s'étaient déjà envolées. Le rendez-vous manqué de Tilsit, la fanfaronnade du 11 mars suivie de la capitulation syndicale sur toute la ligne, voilà comment l'opportunisme a « défendu » les résultats de Grenelle.

Son bilan politique est encore plus désastreux. La classe

(Suite en page 2)

ANTHOLOGIE OBSCENE DU REVISIONNISME LIQUIDATEUR

La voie française au socialisme

L'introduction du terme de « votes nationales au socialisme » dans le langage courant des partis communistes à partir du XXème Congrès du P. C. de l'U. R. S. S. a marqué la fin de la phase « stalinienne » de leur dégénérescence, et ouvert la phase purement social-démocrate d'aujourd'hui. Plus qu'une « doctrine » (même fautive) de passage au socialisme, le terme et l'idée définissaient de nouveaux rapports entre les différentes ex-sections de l'ex-Internationale et Moscou, la fin du rigoureux leadership du pouvoir soviétique sur les partis « communistes » des différents pays, leur émancipation « nationale » à tous. Un tel changement ne fut pas « librement » décidé, mais au contraire déterminé de façon rigoureuse par l'évolution même de l'U. R. S. S. Le notable développement économique accompli derrière le rideau de fer sous l'ère stalinienne n'avait pas abouti à un « communisme » (même de stade inférieur) contrairement aux promesses historiques du « socialisme dans un seul pays ! il avait au contraire conduit l'U. R. S. S. là où il devait la conduire selon toutes les prévisions des marxistes internationalistes, les uns massacrés les autres survivants,

c'est-à-dire à SA REINTEGRATION DANS LE MARCHÉ MONDIAL. Certes, la place occupée par elle dans ce marché était en 1956 (et sera encore longtemps) des plus modestes. Elle suffisait néanmoins pour que le pays réputé depuis trente ans « patrie du socialisme » et « phare du communisme mondial », se rangeât désormais parmi ces nations profanes qui glorifient, au moins en paroles, le profit comme principe de progrès, pratiquent le commerce et révèrent la démocratie. L'ère où le communisme dégénéré pouvait encore tenter de se distinguer du réformisme vulgaire en invoquant l'« originalité » de l'économie russe d'une part, la rigoureuse centralisation du pouvoir soviétique d'autre-part et du « mouvement communiste mondial de l'autre » était donc close : ce fut la fin du « stalinisme ». Alors tous les réformistes, les pacifistes, les progressistes, les patriotes qui depuis belle lurette dirigeaient dans tous les pays les P. C. purent respirer et enfin librement révéler leur nature profonde de sociaux-démocrates de l'ancien type, bien intégrés dans la vie politique NATIONALE de leur pays respectifs, eux que les nécessités de la défense de l'U. R.

S. S. d'une part et la nécessité d'exploiter le communisme de l'autre avaient si longtemps maintenu dans une position bien incommode à côté de leurs frères, les démocrates bourgeois ordinaires. Tel est le sens le plus clair des « votes nationales » supposées conduire au « socialisme » parce que de toute évidence, on ne pouvait pas avouer : « Le socialisme ? On s'en fout. On est démocrate, un point c'est tout. »

(Suite en page 4)

REUNIONS DE LECTEURS

P A R I S : Vendredi 30 mai à 21 heures

Salle Lancry - 10, rue de Lancry (10^e)

MAI 1968 ET LA REPRISSE DE LA LUTTE
DU PROLETARIAT MONDIAL

LES MUREAUX (78) :

Samedi 24 mai à 15 heures
Salle du Parc Jean Vauzelle

LUTTE SYNDICALE ET LUTTE
REVOLUTIONNAIRE

(Pour chacune de ces réunions, le présent journal tient lieu d'invitation.)

LIMITE ET DEGENERESCENCE DES SYNDICATS

(I) La capitulation définitive

Dans un rapport au Bureau Confédéral de la C. G. T., J.-L. Moynot, secrétaire de la C.G.T., explique comment « les conditions nouvelles de l'action syndicale », telles qu'elles découlent selon lui de la grève générale de mai-juin dernier, « rappellent un style nouveau de la vie de l'organisation ». Il insiste notamment sur le fait que « les nouvelles libertés syndicales » (c'est-à-dire la reconnaissance juridique de la section syndicale d'entreprise et les « possibilités » offertes par la participation gaulliste) « amènent un changement radical des conditions d'action ». Il précise enfin que « la victoire remportée » en ce dernier domaine « est d'une portée que nous pouvons à peine imaginer » et qu'elle « fait partie de ces armes qui permettront au mouvement ouvrier d'avancer irrésistiblement vers la défaite définitive du capitalisme en épargnant au maximum à la classe ouvrière les affrontements violents et les répressions implacables et sanglantes » (souligné par nous, NDR).

Nous qui n'avons pas les mêmes raisons que M. Moynot de manquer d'imagination en ce qui concerne la portée des nouvelles libertés syndicales, savons fort bien, sans faire preuve d'aucune faculté spéciale de prévision, où elles conduisent : la phrase que nous avons citée sonne en réalité le glas du syndicalisme de lutte de classe, du seul syndicalisme ouvrier digne de ce nom. Bien plus tardivement que son homologue d'outre-Manche, et pour des raisons historiques que nous exposerons en leur lieu, le mouvement syndical, en France, renonce à sa fonction de classe — qui ne peut être que « l'affrontement », tôt ou tard violent contre le capital — au moment même où ses dirigeants se vantent de lui avoir conquis sa place dans la société. Ce n'est pas là un paradoxe, mais la manifestation ouverte et enfin évidente d'une évolution que nous dénonçons depuis des années et qui, sous les apparences trompeuses d'un accroissement de puissance et d'un élargissement d'influence de l'organisation syndicale, préparait en réalité son asservissement total, officiel à la classe capitaliste et à son Etat.

Depuis deux décennies au moins, l'expansion spectaculaire de l'organisation syndicale masquait un profond processus de corruption et de dégénérescence interne. Ce que les syndicats gagnèrent en importance au cours de cette période, ils le perdirent en efficacité. S'ils accueillirent des catégories nouvelles et précédemment hostiles à tout type d'organisation collective, ils voyaient se détacher d'eux, au moins sur le plan moral, une partie croissante du vrai prolétariat. Au fur et à mesure que leur influence s'élargissait au sein des professions privilégiées et jusque dans les classes moyennes, elle s'amenuisait parmi les catégories les plus combattives. Agriculteurs, fonctionnaires de rang élevé, membres de professions libérales en venaient à se constituer en syndicats (et la C.G.T. déploie toujours davantage sa propagande en direction des techniciens, cadres et ingénieurs) ; mais les ouvriers, quand ils ne déchiraient pas la carte du syndicat, en boudaient de plus en plus l'activité.

Telle était cette évolution souterraine commencée dès après la fin de la guerre, mais qui ne se révèle qu'aujourd'hui comme la contrepartie inévitable de cette admission du syndicat dans la vie politique et économique du capitalisme moderne que les dirigeants de la C.G.T. en particulier chantent à l'égal d'une « victoire ouvrière ».

Mais là ne s'arrêtent pas les effets d'une mutation profonde qui a préparé l'organisation prolétarienne à son intégration officielle dans les rouages de la gestion patronale et de l'Administration de l'Etat. Les 400.000 nouvelles adhésions dont la C.G.T. fait état comme conséquence de la grève de mai-juin peuvent faire illusion : dans un mouvement qui ne groupe plus guère que le tiers des salariés et qui ignore pratiquement les intérêts des catégories les plus exploitées, ce renfort ne peut en rien modifier l'esprit qui s'est incrusté à tous les étages de l'organisation syndicale et dont le caractère essentiel consiste en ce qu'il se détourne farouchement des solutions générales de classe pour se préoccuper exclusivement des objectifs immédiats de catégorie ou d'usine.

Sans doute l'adhésion au syndicat a-t-elle toujours eu pour mobile la défense quotidienne des

conditions de vie et de travail. Du moins, jusqu'à ces dernières décennies, la majorité des syndiqués espéraient-ils, fut-ce d'une manière très confuse, une transformation radicale des bases de la société, une disparition plus ou moins proche des rapports sociaux d'exploitation. Aujourd'hui, au contraire, cette aspiration semble avoir disparu et les mêmes qui se détournent avec dégoût de la « politique » considèrent presque comme un devoir d'appartenir au syndicat : le syndicat c'est sérieux, c'est solide, la politique n'est que désillusion et pourriture. Cette conception s'accompagne obligatoirement d'un repli des salariés d'entreprise sur les problèmes de leur entreprise, d'un emprisonnement de chaque catégorie dans la situation de sa catégorie, d'un égoïsme de chaque individu à l'égard de tout ce qui dépasse son cas individuel. En conséquence, le syndicalisme moderne n'est pas un syndicalisme de lutte, c'est un syndicalisme de compromis. Son activité n'est pas une activité de classe, mais une activité de catégorie. Ses revendications ne sont pas animées par la révolte, mais par le calcul : l'organisation syndicale n'est pas l'ennemi du capital, mais son intermédiaire. Les fonctionnaires syndicaux en profitent pour se vautrer dans la collaboration de classe : ils signent des accords scélérats avec les patrons, ils siègent à côté d'eux dans les commissions du Plan, ils célèbrent la production, ils vénèrent la grandeur nationale, ils sont de frénétiques défenseurs de l'industrie. En raison de tous ces objectifs serviles et puants, ils ne font rien qui puisse ressembler à l'ombre d'une menace contre la toute-puissance du capital. Ils sacrifient tout à l'intérêt national et, en premier lieu, l'intérêt de ceux qu'ils ont pour mission de défendre. Le drame actuel de la classe ouvrière réside précisément dans ce fait que la plus grande partie de ses membres, peut-être la totalité, est d'accord, sinon avec cet objectif, du moins avec les moyens défaitistes et stériles qu'impliquent obligatoirement son adoption officielle par les syndicats. C'est là le fruit du découragement, de la désillusion et de la division. Quarante années de défaites et de trahisons ont mis la classe ouvrière « en condition » : il ne s'agit plus, de l'avis de tous ou à peu près, de lutter, mais de contester ; il n'est plus question d'abattre, mais de construire. Le syndicalisme moderne ne refuse plus l'exploitation économique, il s'y adapte, c'est-à-dire s'en accommode. En perdant de vue tout souci d'agir dans le sens d'une destruction future du capitalisme, il en est venu à renier son objectif immédiat, la fonction pour laquelle il a été créé. Et c'est pour cela que,

derrière le battage et la propagande célébrant l'extension et l'ampleur du mouvement syndical, on peut distinguer sans peine à quel prix cet accroissement purement quantitatif a été payé. Le syndicat d'aujourd'hui est immense, omniprésent, mais il a dégénéré : il est incapable de répondre à sa raison d'être, la lutte pour la défense des conditions de vie et de travail des ouvriers.

Le moment choisi pour promouvoir « droit syndical », « participation » et autres pseudo-conquêtes ouvrières, était particulièrement opportun, tant pour la classe capitaliste que pour les alliés déguisés qu'elle s'est trouvés dans les rangs du prolétariat. D'une part, le pouvoir et le patronat, avertis par l'alerte de mai-juin, conscients de la proximité de la crise économique générale, se devaient d'adopter d'urgence des dispositions qui ont fait leur preuve ailleurs comme dispositifs de frein anti-grève.

D'autre part, les opportunistes qui dirigent l'organisation syndicale la plus « représentative », donc les plus responsables, face à l'ordre bourgeois du comportement de la fraction la plus nombreuse et la plus active de la classe ouvrière, avaient à sauver leur prestige, leur existence même d'intermédiaires entre capital et travail salarié que les événements de mai-juin avaient passablement compromis et l'évolution totalitaire et despotique du capitalisme impérialiste ne leur laissait d'autre voie que l'intégration. Enfin les désillusions provoquées par les séquelles de la grande grève constituaient le troisième facteur favorable à l'opération : des mouvements de cette envergure ne renforcent la classe prolétarienne que pour autant qu'ils lui assurent, non pas tellement des améliorations matérielles toujours éphémères, mais la faculté de résister à la contre-offensive patronale qui succède inévitablement à l'offensive ouvrière et qui, aujourd'hui, ne rencontre aucune riposte.

Cette situation, si elle est pour l'instant peu propice à un renouveau de combativité ouvrière, a du moins le mérite de révéler le vrai visage des forces politiques dans lesquelles le prolétariat a jusqu'ici placé sa confiance. Cette révélation ne manquera pas d'être fructueuse au mouvement ouvrier dans les luttes inévitables qui ressurgiront, mais à la condition toutefois qu'un nombre le plus grand possible de prolétaires complètent l'expérience aujourd'hui vécue par la connaissance de la fonction et de la nature de classe du syndicat et de la loi d'évolution historique qui le conduit, lorsque la révolution est battue, à servir d'auxiliaire de l'exploitation capitaliste. Seulement de cette façon, le prolétariat pourra s'assurer à nouveau la disposition d'un organisme qui lui est indispensable, tant pour la défense de ses conditions immédiates de vie et de travail que pour la constitution du front social qui doit venir à bout de la domination capitaliste.

Contribuer à la diffusion des principes fondamentaux du communisme dans le domaine de la lutte pour les revendications immédiates, tel est l'objet de la rubrique que nous avons aujourd'hui ouverte et que nous poursuivrons aussi longtemps que cette diffusion l'exigera.

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique
du
Parti Communiste International

- Le numéro 43-44 vient de paraître.
AU SOMMAIRE :
- Le « Parti de la peur »
 - Le « gauchisme », n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste
 - Théorie marxiste de la monnaie (I)
 - Marxisme et science bourgeoise
 - Les conditions d'admission à l'Internationale communiste

Ce numéro double : 7 F. En vente dans les principaux kiosques et librairies ; commandes au « Prolétaire ».
Abonnement annuel : 15 F.
Abonnement combiné « Programme Communiste » - « Le Prolétaire » : 20 F.

MAI JUIN 68 A UN AN

(Suite de la première page)

ouvrière qu'il a embarquée dans la galère des « démocrates » ne s'y trouve que pour partager leur panique et leur confusion au moment précisément où les événements précipitent cette « relève » du gaullisme dont dix ans de propagande ont fait le synonyme du socialisme.

Le capitalisme est en difficulté, de sourds remous gagnent jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir, mais les dirigeants ouvriers ne pensent pas une seconde qu'il s'agit de les mettre à profit pour renforcer le prolétariat, le poser comme classe révolutionnaire face à celles que le capital entraîne dans sa propre catastrophe.

Tout au contraire, ils s'affirment tout autant soucieux du sauvetage de l'économie nationale que les représentants les plus chevronnés de la bourgeoisie ; ils protestent en fait qu'ils sont meilleurs garants de l'exploitation capitaliste que les capitalistes eux-mêmes. Défenseurs de la monnaie, fanatiques de la Constitution bourgeoise, théoriciens de la grève... comme moyen de stimuler la production : cette race d'opportunistes condense en elle-même toutes les aptitudes des opportunistes de tous les temps.

Elle a prouvé en mai qu'elle savait désavouer la lutte radicale des ouvriers, justifier la police et la répression. Elle a réagi ensuite à la crise qui se précise à la façon de la petite bourgeoisie qui tremble à l'idée de perdre ce qu'elle n'a déjà plus, à la manière des politiciens, des bureaucrates, des représentants d'une aristocratie ouvrière bornée qui dissimule sa propre peur en se servant de la menace réelle du chômage pour créer chez les prolétaires la menace imaginaire qu'il ont quelque chose à perdre dans la ruine de la société qui les exploite !

Cette fonction contre-révolutionnaire, il faudra bien que l'opportunisme la remplisse jusqu'au bout, maintenant que commence à vaciller tout l'édifice politique du grand capital auquel c'est mai 1968, et non le référendum, qui a porté le premier coup sévère, rappelant au prolétariat que son action violente est seule capable de « changer quelque chose » à l'ordre social, mais que le principal obstacle qu'il y rencontre est dans ses propres rangs.

Au spectacle répugnant de l'opportunisme traditionnel a fait pendant le spectacle lamentable de l'opportunisme contestataire. Dès le moment où la prétention de la « révolte étudiante » d'être le brandon de la lutte révolutionnaire du prolétariat avait échoué, sa fin pitoyable était inévitable.

C'est ce qu'est venu lui confirmer à domicile le succès relatif de la loi Edgar Faure sur la participation universalitaire. Caricature d'une réforme, a-t-on dit. Voilà qui démontre on ne peut mieux quelle chimère inspirait les partisans d'une université bourgeoise hostile à la bourgeoisie. Amère ironie au sort : ce sont les petits bourgeois conformistes de l'UEC et de l'UNEF-Renouveau qui ont donné vie et force à cette réalisation décevante, mais logique, des petits-bourgeois anarchistes des barricades ! La « révolution de mai était née dans les Facultés, c'est là qu'elle est retournée pour mourir !

Il est vrai qu'il en est sorti le renforcement du « gauchisme », mais là le constat de faillite n'est plus social mais politique. C'est exact que les idées des « groupuscules » sont sorties de leurs cénacles fumeux et commencent à grignoter la lisière des masses ouvrières. Mais c'est la phrase de la révolution et non son contenu qui effleure ces masses lorsque, d'aventure, quelque tirailleur gauchiste réussit à franchir le tir de barrage de la chiourme syndicale. La phrase suffit, pense en substance le gauchisme : la preuve en serait la haine que lui vouent les pontifes syndicaux. C'est une grossière erreur. Pour l'opportunisme en place, le danger véritable, quelle que soit la figure qu'il veuille lui donner, est d'ordre objectif et non subjectif.

Ce qu'il redoute ce sont les effets de l'incertitude économique, de la dévaluation proche contre lesquelles il n'a, pour tenir en mains les ouvriers, que ces derisores amonées dont les ouvriers ne veulent plus. En d'autres termes, rien n'est réglé, rien n'est stable ; mai flamboyant est mort ; rode cependant ce « mai rampant » qui inquiète tout à la fois les bourgeois et leurs complices.

Des formes prises par cette crise sourde, le gauchisme n'est pas la cause, mais le résultat. Résultat bâtarde comme la crise elle-même qui ose à peine s'affirmer comme crise politique du système, mais pas encore comme crise sociale. A son image le gauchisme met en cause les chefs opportunistes, mais non l'opportunisme lui-même ; dénonce leur capitulation idéologique, mais respecte les tactiques, les mots d'ordre, les illusions qui l'ont provoquée. A cause de lui, l'ouvrier qui échappe à la résignation ne découvre que l'impuissance et l'exhibitionnisme ; celui qui refuse le verbalisme révolutionnaire n'a d'autre lot que le crétinisme électoral. C'est une situation transitoire où la classe ouvrière a besoin, non pas d'invectives grandiloquentes, mais de la présence d'une force politique dotée de programme et d'organisation.

A l'encontre des gauchistes qui lancent des mots d'ordre c'est ce programme que nous re-proposons au prolétariat. Quant à notre présence parmi les ouvriers, nous savons bien qu'il nous faudra la reconquérir, même si nous l'avons perdue, non par défaillance et abjuration, mais bien au contraire par les vertus conjuguées de la défaite historique et de la contre-révolution stalinienne. A la différence également des gauchistes nous ne comptons pas, pour atteindre ce but, sur les vertus miraculeuses du verbe révolutionnaire, mais sur la dynamique sociale des faits et de la prévision que nous en donnons. Mai-juin 1968 ne fut pas une bataille de taille comparable à la grande défaite historique du communiste international de laquelle nous tirons notre expérience de parti.

Cette première escarmouche de futures batailles n'en est pas moins grosse d'enseignements grâce auxquels la classe ouvrière peut reprendre conscience des causes permanentes de ses échecs, les mêmes qu'il y a cinquante ans.

Ces causes sont essentiellement la stratégie d'alliance avec les classes moyennes, la tactique d'appui à une fraction de la bourgeoisie contre une autre, la politique opportuniste du choix entre une forme déterminée de l'Etat bourgeois et une autre forme considérée « meilleure ». Sous la bannière des « enrégés » de mai, comme sous celle des « communistes » de l'ordre et de la négociation, se profilait toutes ces fautes. D'une part la violence mais le réformisme de « l'autogestion » ; de l'autre la grève de masse, mais la voie électorale du « socialisme ». Insurrectionnalisme à la manière petite-bourgeoise ou parlementarisme à la façon des classes moyennes ne sont que deux aspects complémentaires de la même négation de la dictature du prolétariat.

Durant une année pleine d'expériences éducatives, chacun de ces deux aspects a suivi son développement logique et les ouvriers, rebutés d'une part par « l'aventurisme » des barricadiers, s'écoeurent d'autre part du « bon sens » quasi-policié de ses chefs raisonnables. La grande force du capital c'est la peur que les seconds aillent grâce aux extravagances des premiers. Il est grand temps de l'exorciser en brisant son origine : l'alliance avec les classes veules asservies au capitalisme qui transmettent ses ordres au prolétariat en y ajoutant le poids de leur propre lâcheté.

Le plus modeste des pas effectués dans ce sens permettra de dire que mai-juin 1968 est une de ces défaites qui comptent plus qu'une victoire.

RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI :

Cours de l'impérialisme mondial

Nous publions ci-dessous la première partie du compte-rendu abrégé des rapports tenus à la réunion générale du Parti des 12-13 avril ; le résumé d'un exposé sur « Parti et organisations de classe » sera publié dans notre prochain numéro. Les compte-rendus complets seront publiés, mais avec un assez grand décalage, dans notre revue théorique « Programme Communiste ».

L'étude régulière de l'évolution du capitalisme mondial, de ses tourments et de ses crises, vise à fournir aux militants du Parti un tableau aussi exact que possible du mouvement contradictoire des forces économiques qui gouvernent le monde bourgeois, mais aussi à nourrir la lutte du Parti contre les idéologies et les propagandistes officiels ou officieux du progrès capitaliste comme du « socialisme » national de marque russe ou chinoise. Faute de

pouvoir disposer des données statistiques complètes pour l'année 1968, l'exposé a été centré sur trois rubriques principales, pour chacune desquelles un rapide bilan de la période qui nous sépare de la fin de la dernière guerre mondiale a été établi : la production industrielle, le commerce mondial et l'exportation des capitaux (dans chaque cas, les sept principaux pays étaient pris en considération : U.S.A., U.R.S.S., Allemagne, Angleterre, France, Japon, Italie).

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

La propagande « classique » du « socialisme dans un seul pays » reposait sur l'affirmation que la production « socialiste » augmentait plus vite que la production capitaliste, grâce en particulier à la propriété d'Etat des principaux moyens de production et à la planification centralisée qu'elle rendait possible. Notre Parti a longuement démontré qu'admettre ainsi que les progrès du « socialisme » et du capitalisme pourraient être évalués en recourant au même étalon, revenait en fait à reconnaître l'identité du mode de production en vigueur à l'ouest comme à l'est de l'axe de fer. Plus encore, l'exaltation stalinienne du productivisme n'était que l'expression des exigences objectives de l'accumulation capitaliste en Russie. Aujourd'hui, une sourdine a été mise à ce type de propagande, car les faits eux-mêmes (et non un « retour à Lénine » bien évidemment exclu par la nature de classe de l'Etat russe) lui ont apporté un démenti cinglant : la planification centrale cède le pas à l'autonomie des entreprises exigée par un développement quantitatif désormais important de l'industrie capitaliste russe, et la Russie a vu ses taux d'augmentation de la production industrielle baisser de 19,7 % en moyenne pour la période 1947-52, à 11,4 % en 1953-58, 9,2 % en 1959-64 et finalement 9,1 % en 65-67. Si l'on prenait au sérieux les hymnes à l'expansion industrielle plus rapide des pays « socialistes », on devrait au reste conclure que le Japon est le premier pays socialiste du monde et la République fédérale allemande pas loin d'en être le second (entre 1947 et 1967, le taux annuel moyen d'augmentation de la production industrielle a été de 16,1 % pour le Japon, de 12,7 % pour l'URSS et de 12,2 % pour la RFA) !

Les économistes occidentaux, quant à eux, opposent la progression soutenue de l'industrie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale aux vicissitudes qui l'avaient caractérisée dans l'entre deux guerres, pour conclure que, désormais, le « néo-capitalisme » a su maîtriser

LE COMMERCE MONDIAL

L'extension du marché mondial et l'intensification des échanges qui s'y effectuent constituent une des tendances profondes du mode de production capitaliste. Les marxistes ont toujours salué la nature révolutionnaire de ce processus d'internationalisation croissante de la production qui jette les bases d'un mode de production supérieur débarrassé du carcan des frontières nationales, tout en accentuant les contradictions inter-impérialistes nées de la concurrence et en unifiant les conditions de lutte du prolétariat mondial.

De 1948 à 1967, le montant des échanges mondiaux a progressé au rythme annuel de 7,1 pour cent (270 % pour l'ensemble de la période). Si l'on ana-

lyse cette croissance, on constate que la progression annuelle des exportations a été de 8 % pour les pays développés et de 6,7 % seulement pour les pays sous-développés — illustration supplémentaire de la dépendance de ceux-ci à l'égard des premiers, si l'on tient compte du fait que le volume des exportations des pays du tiers monde a augmenté sur un rythme plus rapide que leur valeur, les prix des matières premières qui forment l'essentiel des exportations de ces pays baissant régulièrement par rapport à ceux des produits finis exportés surtout par les pays développés.

La part prise par les exportations de chaque pays dans les exportations mondiales, nous fournit un indice du rapport des

forces sur le marché mondial. La tendance qui se dessine depuis la fin de la deuxième guerre est fort nette. Les sept pays considérés ont tous fortement accru le montant de leurs exportations, mais cette croissance s'est développée sur des rythmes différents selon les pays. Les Etats-Unis, qui exportaient à eux seuls pour 22 % du total mondial en 1948, ont vu leur part diminuer régulièrement depuis : 14,6 % en 1967. Par contre les Etats de l'Europe de l'Ouest (à l'exclusion de la Grande-Bretagne dont la décadence est irrémédiable) et le Japon ont vu leur part augmenter notablement. Pour ne citer que l'exemple le plus retentissant, l'Allemagne Fédérale qui n'exportait que 1,3 % du total mondial en 1947, en exporte 10,2 % en 1967. L'évolution de la concurrence sur le marché mondial a donc été marquée par un repli relatif des Etats-Unis devant la progression des pays impérialistes mineurs qui bénéficient d'un taux d'expansion supérieur. Récemment, la concurrence internationale a investi le marché

L'EXPORTATION DES CAPITAUX

C'est sur ce chapitre essentiel que l'exposé s'est le plus longuement arrêté. Une rapide comparaison des balances des paiements des différents pays (U.R.S.S., qui ne fournit pas de données comparables, exceptée) permet tout d'abord de mettre en évidence ce point fondamental : les U.S.A. et la Grande-Bretagne sont les seuls pays exportateurs nets de capitaux (pour la France, la balance est nulle, c'est-à-dire qu'elle exporte autant de capitaux qu'elle en importe). Encore cette affirmation doit-elle être corrigée en considérant la valeur respective des exportations de capitaux de ces deux pays : en moyenne, de 1961 à 1966 inclus, les U.S.A. ont exportés globalement 5 milliards 300 millions de dollars par an (balance nette des capitaux, résultant de la différence entre les sorties de capitaux américains vers l'étranger et les entrées de capitaux étrangers aux U.S.A.), contre 450 millions de dollars seulement pour l'Angleterre. On voit donc qu'il n'est pas exagéré de dire que les U.S.A. disposent dans le domaine financier d'une écrasante supériorité qui fait d'eux le seul véritable pays exportateur net de capitaux vers le reste du monde.

Bien entendu, les autres pays impérialistes (U.R.S.S. incluse, mais là encore les données fournies ne permettent pas les comparaisons) sont eux aussi exportateurs de capitaux, en direction des pays sous-développés en particulier, mais comme ils importent en moyenne davantage de capitaux des U.S.A. qu'ils n'en exportent eux-mêmes, ils apparaissent globalement comme importateurs.

Une étude plus détaillée de la balance des paiements américaine met en évidence deux postes constamment créditeurs, la balance commerciale (différence entre la valeur des exportations et celle des importations) et les revenus des investissements à l'étranger rapatriés aux Etats-Unis, et un poste constamment défectueux, celui de la balance des capitaux évidemment, puisque les Etats-Unis sont exportateurs nets. Notons que l'excédent de la balance commerciale et des revenus des capitaux compense toujours largement les exportations de capitaux ; la balance générale reste toutefois toujours déficitaire à cause d'autres postes, en particulier les dépenses gouvernementales à l'étranger. La balance commerciale, toujours créditrice, a pourtant manifesté récemment une tendance à s'amenuiser, pour même s'annuler complètement en 1968 ; cela confirme ce qui a été dit plus haut sur la concurrence commerciale de plus en plus sévère que rencontrent les USA sur le marché mondial (un exemple suggestif est fourni par le Japon ; en 1968 il a exporté

américain lui-même, entraînant le développement aux U.S.A. d'une campagne en faveur du protectionnisme à l'égard des marchandises européennes et japonaises.

Ainsi, les pays dévastés par la guerre puis ranimés par l'afflux massif des marchandises et surtout des capitaux américains, non seulement bénéficient d'un taux d'expansion productive très élevé, mais ont acquis une agresseivité commerciale, un niveau de « compétitivité » qui en fait de sérieux concurrents pour les U.S.A. Paradoxalement, en apparence tout au moins, les capitaux américains ont préparé, en s'investissant en Europe et au Japon, les bases mêmes de l'offensive commerciale de ces pays. Il y a là, en réalité, une manifestation de plus du caractère contradictoire du développement capitaliste : l'expansion prépare la surproduction qui éclatera dans la crise et que seule la guerre pourra résorber durablement. Ce déclin relatif de la puissance commerciale des Etats-Unis est une étape dans la marche du monde bourgeois à la crise.

pour 4 milliards de dollars aux U.S.A. et importé pour 2 milliards 900 millions seulement des USA, réalisant un excédent de 1 milliard 100 millions). Quant aux revenus des investissements à l'étranger rapatriés aux USA, leur valeur n'a cessé de croître jusqu'à égaler à peu près les nouvelles exportations de capitaux dans la période la plus récente (moyennes annuelles : 1957-59 : 3,5 milliards de dollars ; 1960-62 : 4,9 ; 1963-65 : 5 ; 1966 : 5,8). Les exportations de capitaux, après une période d'ascension vertigineuse, ont marqué le pas en 1966, pour même régresser en 1967 et 1968 (des données utilisées ne sont toutefois pas complètes). Elles représentent néanmoins une masse considérable, comme le prouvent les chiffres des moyennes annuelles : 1957-59 : 3,7 milliards de dollars ; 1960-62 : 4,3 ; 1963-65 : 6 ; 1966 : 5,8.

Dans quelles branches s'investissent ces capitaux exportés ? Essentiellement dans l'extraction et le traitement du pétrole et les industries manufacturières, celles-ci prenant nettement le pas sur tous les autres secteurs. Aussi l'exposé s'est-il surtout intéressé à l'évolution des capitaux investis directement par les U.S.A. dans cette branche. Une étude détaillée du « comportement » de ces capitaux a été faite en comparant leurs diverses caractéristiques (valeur des installations fixes, chiffre d'affaires, taux de profit, sources de financement) à celles des capitaux investis dans la même branche aux USA. Nous ne pouvons ici qu'indiquer les principales conclusions.

Le chiffre d'affaires des industries manufacturières américaines à l'étranger représente 10,1 % du chiffre d'affaires des mêmes industries aux Etats-Unis. Cela donne déjà une idée de leur importance économique, qui sera davantage mise en relief si l'on ajoute que les investissements nouveaux dans ce secteur représentent 25 % environ des investissements dans le même secteur aux USA. En somme, un dixième de l'industrie manufacturière américaine se trouve implantée à l'étranger et manifeste un dynamisme tel qu'un quart des investissements

nouveaux lui sont destinés, ce qui laisse prévoir une augmentation spectaculaire de son « poids » relatif. Par ailleurs, cette industrie américaine à l'étranger tend à devenir un pôle d'attraction privilégié pour les capitaux locaux : les investissements sont en effet financés pour un tiers par la capitalisation des profits, pour un autre tiers par de nouvelles exportations de capitaux américains et pour le dernier tiers par des capitaux empruntés sur place.

L'évolution des taux de profit (rapport du profit aux avances de capital au sens marxiste du terme, c'est-à-dire chiffre d'affaires diminué des profits obtenus) montre qu'ils ont tendance à baisser (de 5,5 % en moyenne dans la période 1955-57 à 4,9 % en 1962-66) et à s'aligner sur les taux américains (4,8 % en 1962-66). Ce phénomène conduit à poser une double question : pourquoi les capitaux américains s'exportent-ils dans des régions où le taux de profit est du même ordre de grandeur que celui qui est pratiqué aux USA, et pourquoi ne se dirigent-ils pas plus massivement vers les pays sous-développés où les taux de profit sont nettement plus élevés (voir à ce sujet « Le Prolétaire », N. 62) ? La nécessité de l'exportation des capitaux résulte essentiellement d'une surproduction relative de capitaux, qui excèdent les capacités d'élargissement du marché intérieur. Une fraction des capitaux américains devant ainsi être exportés, leur zone d'investissement est à son tour déterminée non seulement par le taux de profit que l'on peut espérer y réaliser, mais par les capacités d'absorption du marché local, qui déterminent à leur tour la masse de profit qu'il est possible de produire. A première vue, les possibilités des pays-sous-développés sont, de ce point de vue, quasi-illimitées, mais l'exploitation de ces possibilités suppose l'existence de moyens de communication et de sources d'énergie domestiquées dont la construction exige des investissements énormes et peu rentables (secteurs traditionnellement développés par l'Etat dans les pays de vieux capitalisme) : la masse des investissements impérialistes trouve ainsi très vite une limite quantitative (qui varie évidemment dans le temps et n'a donc rien d'« absolu ») dans ces pays. L'impérialisme moderne joue à cet égard un rôle tout aussi prédateur que le vieux colonialisme.

Toutefois, dans les années 1967 et 1968 les diverses tendances analysées se sont quelque peu estompées. Nous avons déjà parlé de la stagnation de la production allemande en 1966 et 67 (suivie, en 1968, d'une reprise tellement impétueuse qu'elle fait naître de nouvelles inquiétudes et incline l'Etat à une politique de « stabilisation »), ainsi que de la détérioration de la balance commerciale américaine en 1967 et 1968. Tout le monde a encore en mémoire, par ailleurs, la crise monétaire qui a secoué le monde occidental à la fin de 68. L'évolution récente des exportations de capitaux américains va dans le même sens : non seulement elles ont baissé absolument ces deux dernières années, mais encore elles ont modifié leur destination, une plus grande partie allant s'investir dans les pays sous-développés au détriment de l'Europe développée. On ne peut voir là qu'un signe précurseur d'une saturation du marché des marchandises et des capitaux.

Les Etats-Unis, producteurs, commerçants, financiers et gardiens de l'impérialisme mondial, apparaissent en même temps comme le foyer de ses contradictions. Grands profiteurs du second massacre impérialiste, l'histoire les a contraints, eux les farouches champions de l'« isolationisme », à intervenir partout avec leurs marchandises et leurs capitaux, préparant ainsi les bases d'une nouvelle crise de surproduction mondiale.

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 60 (décembre 1968) inclus.

Prix : 45 F. (y compris les frais d'expédition)

La voie française au socialisme

(Suite de la première page)

Supposons maintenant qu'on veuille faire abstraction de la réalité historique, c'est-à-dire de la destruction théorique et pratique de l'Internationale prolétarienne par le révisionisme stalinien tout au long de trente dernières années : alors on pourra s'interroger sur « les voies nationales au socialisme » en tant que doctrine, et il faudra aller chercher la réponse chez ceux qui affectent de la défendre. L'ignorant politique, le naïf incurable se demandera par exemple : « qu'est-ce que la voie FRANÇAISE au socialisme » et, prouvant par-là son ignorance et sa naïveté, il ira voir (par exemple) ce qu'un « théoricien » distingué comme René Andrieu, directeur de « L'Humanité » et auteur d'un ouvrage sur « Les communistes et la Révolution » répond au juste. Cela tient en peu de mots : « EN CE QUI CONCERNE LE PASSAGE AU SOCIALISME EN FRANCE, SANS DOUTE EST-IL IMPOSSIBLE A QUICONQUE DE DEFINIR AVEC EXACTITUDE LA MANIERE DONT IL SERA REALISE ». Cela confirme en plein notre thèse de parti : « la voie française au socialisme » n'est pas une doctrine particulière, une version du passage au socialisme, mais simplement LA NEGATION DE LA DOCTRINE MARXISTE, la négation de toutes les certitudes que le mouvement prolétarien révolutionnaire possédait depuis 1848, depuis le grand Manifeste communiste de Marx et d'Engels et dont l'essentiel tient en ces quelques mots :

LA SOCIETE ACTUELLE EST TRAVAILLEE PAR UNE GUERRE CIVILE PLUS OU MOINS LARVEE JUSQU'A L'HEURE OU LE PROLETARIAT FONDE SA DOMINATION PAR LE RENVERSSEMENT VIOLENT DE LA BOURGEOISIE. En d'autres termes, le P. C. F. invite la classe ouvrière dont il se prétend le guide et le phare à abandonner son programme INTERNATIONAL séculaire pour une « doctrine » que « personne ne pourrait définir avec exactitude », et pour cause ! A côté de pareils renégats, ce Kautsky fustigé si cruellement et justement par Lénine n'est qu'un petit garçon.

Après avoir dénié à quiconque la capacité de dire quoi que ce soit d'exact sur le passage au socialisme en France (et OÙ QUE CE SOIT, qu'on le note !), le misérable liquidateur Andrieu ajoute : « CE QUI EST CERTAIN C'EST QUE (CE PASSAGE) NE SERA PAS REALISE DE LA MEME FAÇON QU'EN U. R. S. S. ». Ah l'habile homme ! Qui donc, en effet, ne serait prêt à admettre facilement qu'il doive y avoir de notables différences entre les événements de Russie en octobre 1917 et ceux qui, une année X de la seconde moitié du XXème siècle, conduiront la France en personne au Socialisme ? Mais c'est du bon sens, du simple bon sens ! Ah canaille ! On suggère que les circonstances (guerre impérialiste - dissolution d'une société et d'un Etat semi-féodaux) seront différentes, ce qui est évident, mais d'une affligeante banalité et non seulement les circonstances, mais aussi l'alignement des classes (le prolétariat russe plus la paysannerie anti-féodale contre la grande bourgeoisie alliée à l'aristocratie terrienne), ce qui l'est tout autant. Mais en fait, ce qu'on vise, ce n'est rien de tout cela, c'est la caractéristique essentielle du passage lui-même, sa nature profonde, bref, ce qui ne change pas quels que

soient les circonstances et l'alignement des classes, c'est à dire LA REVOLUTION POLITIQUE VIOLENTE, prélude indispensable de la REVOLUTION SOCIALE.

Contre la thèse centrale, vitale, de la REVOLUTION POLITIQUE qui, avec celle de la DICTATURE DU PROLETARIAT, distingue, en politique, le communiste véritable du renégat, le sieur Andrieu invoque trois arguments, l'un général (« L'Histoire ne se répète jamais »), les deux autres particuliers : 1) « plus de cinquante ans se sont écoulés depuis la première victoire de la première révolution en U. R. S. S., ce qui signifie comme nous l'avons déjà dit que le rapport des forces est beaucoup plus favorable au socialisme aujourd'hui qu'en 1917 » ; 2) La France n'est pas la Russie des tsars, mais un pays industriel qui a accompli sa révolution bourgeoise il y a près de deux siècles.

Selon la portée qu'on entend donner à cet adage dire que « l'histoire ne se répète jamais » peut être une pitoyable banalité ou une contre-vérité criante. Pitoyable banalité si l'on entend par-là que les protagonistes des grands événements historiques changent, que la même classe n'est pas identique à elle-même à toutes les époques et dans tous les pays où elle se manifeste, mais présente au contraire d'énormes différences de maturité, de degré d'organisation, et à plus forte raison de chances de victoire selon les cas. Le sieur Andrieu vise à bien autre chose qu'à enfoncer de telles portes ouvertes ! Ce qu'il veut insinuer (toujours sous couleur de se conformer au plus strict bon sens) c'est qu'il n'y a pas de loi fixe, valable pour toutes les époques et pour tous les pays, de passage au socialisme, et plus précisément que la révolution violente du prolétariat contre l'Etat bourgeois n'est en aucune façon une loi immuable de ce passage. « L'histoire ne se répète pas » ? Si tel est le sens que d'indignes bousilleurs du marxisme veulent donner à cette formule équivoque, il faut répliquer que Marx a passé sa vie à prouver qu'elle se répète. Dans tous les modes de production, la lutte des classes « se répète », et tout autant le phénomène selon lequel la classe en lutte contre l'ordre constitué tend à s'emparer du pouvoir politique. De la même façon, les grandes explosions historiques du prolétariat (1832 - juin 1848 - 1871, pour ne s'en tenir qu'à la France) ne sont pas pour Marx et les communistes des épisodes isolés, qui ne « se répètent pas », mais des moments successifs d'un mouvement de classe que nulle force au monde ne saurait empêcher de revenir mille fois à la charge tant qu'il n'aura pas remporté le triomphe final. Il suffit pour conclure de remarquer la constance avec laquelle le capitalisme a engendré guerres nationales, coloniales et impérialistes : depuis qu'ils existe pour mesurer la valeur scientifique de la formule « l'histoire ne se répète jamais ».

Les raisons particulières qu'invoque le sieur Andrieu contre la conception marxiste et révolutionnaire du passage au socialisme ne valent bien entendu pas mieux que la raison générale. Cinquante ans après octobre 1917, argue-t-il, le rapport des forces est forcément plus favorable au socialisme qu'à l'époque. Pareille affirmation est dépourvue de tout sens. Si le sieur Andrieu avait simplement voulu dire qu'en développant les forces de production et les antagonismes de classe, c'est le capitalisme lui-même qui fait du socialisme une nécessité historique de plus en plus impérieuse, il n'aurait pas parlé de « rapport des forces ». Le « rapport des forces » étant une notion strictement politique, il est nécessaire de « traduire » la phrase volontairement alambiquée du sieur Andrieu pour lui trouver un sens quelconque, ce qui donnerait une thèse de cette sorte : « cinquante ans après Octobre, la

classe ouvrière (non seulement française, mais mondiale, autrement toute la construction tomberait à l'eau !) est forcément plus capable de remporter la victoire politique sur la bourgeoisie qu'à l'époque de Lénine ». Si le P. C. F. se garde bien d'affirmer rien de la sorte, c'est tout d'abord que c'est évidemment faux, comme en témoigne l'écrasante prédominance de ce qu'il appelle lui-même « les forces réactionnaires » dans le monde entier, des U. S. A. au Viêt-nam du Sud, de l'Allemagne fédérale à l'Espagne, et de la France gaulliste... à la Tchécoslovaquie travaillée par les ennemis du socialisme ». Il suffirait d'ailleurs d'un argument pour le démontrer sans ergoter possible : en octobre 1917, la classe ouvrière était à la veille de fonder sa IIIème Internationale ; cinquante ans après, cela fait belle lurette qu'elle en est privée, qu'elle est donc livrée pieds et poings liés à des partis nationaux, qu'elle a perdu l'essentiel de sa force de classe, donc, puisque cette force dépend de la communauté internationale des intérêts prolétaires.

Il est pourtant une raison pire encore qui empêche le P. C. F. de formuler une thèse politique tant soit peu claire à l'appui de sa révision. C'est qu'il ne veut pour rien au monde qu'on lie la notion de socialisme à la notion de lutte révolutionnaire du prolétariat. Depuis des dizaines d'années, le P. C. F. a habitué les masses à une toute autre présentation des faits ; que le « camp socialiste se renforce, le « camp capitaliste » s'affaiblirait d'autant. La lutte des classes était balayée, remplacée par la lutte entre les Etats supposés coiffer « des régimes sociaux différents ». Si le sieur Andrieu écrit des non sens grossiers, c'est tout simplement parce qu'il tente de défendre cette thèse typiquement stalinienne, tout en évitant de parler du camp socialiste aujourd'hui en pleine déliquescence soit sous la poussée des contradictions nationales et donc bourgeoises entre les Etats, soit sous celle des réformes libérales en cours à l'Est et auxquelles la bourgeoisie mondiale applaudit très fort, non sans bonnes raisons de classe. La thèse selon laquelle le rapport des forces entre « le camp du socialisme » et « celui du capitalisme » devait forcément évoluer de façon favorable au premier, et défavorable au second, n'a jamais été qu'une déformation grossière de la doctrine politique du communisme. Aujourd'hui, elle n'est plus qu'une contre-vérité accessible aux moins avisés, et à la limite un pur non-sens, car si l'entente actuelle entre l'U. R. S. S. et les U. S. A. contre toute modification au statu quo mondial représente le « rapport de force » optimum pour le socialisme, qu'est-ce qui manque donc pour qu'il se réalise ? ! !

Finalement, toute l'argumentation du P. C. F. en faveur de sa révision se ramène à la seconde raison particulière invoquée par le sieur Andrieu : « en France, la révolution bourgeoise est réalisée depuis deux siècles. Qu'est-ce à dire ? Une chose bien simple : la révolution bourgeoise a clos définitivement le cycle historique des révolutions ; APRES LA REVOLUTION BOURGEOISE, IL N'EST PLUS DE REVOLUTION POSSIBLE, la loi est celle de l'évolution pacifique. Mais ça, ce n'est pas nouveau : c'est la thèse CENTRALE du libéralisme, du démocratisme bourgeois, bref, de l'ennemi séculaire du marxisme prolétarien !

LE PROLETARE

est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

CARNET ROSE

La Quatrième Internationale, l'ex-Parti Communiste internationaliste et l'ex-Jeunesse communiste révolutionnaire ont la joie de vous faire part de la naissance de leur fille et petite-fille, la Ligue Communiste. Comme sa lourde hérité le laissait craindre, l'enfant est mort-né.

Les résidus de l'agitation sorbonnarde commencent à s'inquiéter : ils se demandent s'il n'y a pas parmi eux un peu trop de potaches ; décidés à y mettre bon ordre et à faire enfin bonne figure, ils ont trouvé une solution : « Implanter la trame d'avant-garde qui puisse combattre les idéologies révolutionnaires et réformistes nées de la retombée du mouvement étudiant... Réunifier ses structures (du mouvement étudiant) de mobilisation, telles sont dans l'immédiat les tâches prioritaires de la Ligue Communiste. Elles doivent lui permettre de ne pas être un groupuscule étudiant parmi tant d'autres, mais une organisation révolutionnaire intervenant dans le milieu étudiant à partir de la compréhension des intérêts historiques du prolétariat ».

Si « les idéologies révolutionnaires et réformistes sont nées de la retombée du mouvement étudiant » ; il ne fait aucun doute pour la Ligue Communiste que « la compréhension des intérêts historiques du prolétariat » aient pu en sortir au temps de sa splendeur ! La nouvelle marche au peuple pourrait bien avoir pour bannière « Marx par les bandes dessinées », mais l'université offre trop de confort pour que les immédiatistes quittent leur terrain d'élection. Ils portent d'ailleurs une grande part de responsabilité dans la « retombée » de ce secteur : c'est en ce plaignant sur le terrain corporatiste — même avec l'illusion de faire du syndicalisme révolutionnaire comme à l'O. C. I. —

qu'ils se sont fait battre à leur propre jeu ; la masse étudiante (sur laquelle ils fondaient tant d'espoir) a préféré le corporatisme sérieux de l'U. N. E. F. - Renouveau (stalinien) au leur, verbeux et inefficace.

Le mouvement étudiant veut donc inculquer ses théories fumeuses au prolétariat : « Réduquer la classe ouvrière aveuglée par le stalinisme, en allant de la périphérie vers le centre ». On peut se demander si les étudiants sont la « périphérie » du prolétariat ou s'ils doivent l'encercler et en faire le siège ! A cette stratégie électorale où il n'y a pas trace de communisme nous opposons l'invariance de la théorie marxiste : On ne réduque pas le prolétariat à coup de déclarations enflammées ni en lui révélant la volonté bonne ou mauvaise de ses organisations traditionnelles ou celle de quelques gauchistes à la recherche du mot d'ordre miracle, mais en lui montrant le sens et les buts de la lutte à laquelle ses conditions d'existence le poussent.

Un parti (ou une ligue) n'est communiste qu'à partir du moment où son programme et son action se conforment aux buts historiques du prolétariat : destruction de l'Etat bourgeois, dictature du prolétariat. Buts que les immédiatistes veulent noyer dans le fatras de la « lutte anti-impérialiste et anti-bureaucratique », du « contrôle ouvrier » ou de « l'échelle mobile ». Autant de transitions, autant de trahisons !

Enfin, c'est le programme communiste qui constitue le centre à partir duquel se développe l'organisation du prolétariat quand ce dernier, à la faveur de la crise montante, redécouvre les vérités essentielles du marxisme et se tourne vers les seuls qui les ont toujours défendues contre tous les révisionnistes et tous les découvreurs de « voies périphériques ».

PERMANENCES DU PARTI

PARIS : Le samedi 31 mai de 15h, à 19h. 30
salles Lancry - rue Lancry (X^e)

MARSEILLE : Les samedi 10 et 17 mai de 17h à 20h. 30
au siège du "Prolétaire"
7, cours d'Estienne d'Orves

Mort aux illusions électoralistes

(Suite de la première page)

d'aboutissement inévitable vous en fourniront une preuve supplémentaire à bref délai.

Tous les politiciens de service — et ceux qui se réclament de vous les tout premiers — ne vont cesser de vous prêcher l'ordre et la patience, de vous exhorter à la sagesse maintenant que cette « grande victoire du non » a été acquise et qu'un vieillard d'homme d'Etat a été mis à la retraite. Mais les marionnettes présidentielles passent, le capitalisme exploiteur et son Etat oppresseur demeurent. C'est contre eux qu'il faut concentrer vos coups, vous organiser, unifier votre lutte, au lieu de vous laisser amuser par les changements de décor à l'intérieur de l'Etat de votre ennemi de classe.

Nous ne sommes pas de ces charlatans qui prophétisent la

révolution à tout bout de champ. Elle n'est pas pour demain, nous le savons, mais c'est aujourd'hui qu'elle se prépare sous peine d'être écrasée. Sur cette voie, la classe ouvrière actuelle a un immense chemin à parcourir. Il sera dur, car c'est contre tout un monde hostile, incarné aussi bien par les forces politiques bourgeoises « classiques » que par les socialistes de gouvernement ou les « communistes » défenseurs de l'ordre, que le prolétariat doit lutter.

Aussi, pas de trêve sociale ! L'unité, la force de classe c'est dans la lutte qu'elles se forment et pas dans les combinaisons électorales.

A bas les conciliateurs !

Vive la lutte directe pour les revendications vitales du prolétariat sous quelque président, sous quelque gouvernement que ce soit : diminution radicale de la journée de travail ; augmentation massive des salaires permettant d'abolir les heures supplémentaires et tout le système des primes liées à la productivité !

Tout résultat, si mince soit-il obtenu dans ce domaine sera vraiment une victoire de notre classe. Non pas parce qu'une amélioration définitive ou même simplement durable pourrait ainsi être obtenue, nous savons tous que la bourgeoisie contre-attaque toujours, mais parce qu'en résistant à l'offensive du capital la classe ouvrière, tout en assurant la défense indispensable de ses intérêts les plus élémentaires, se préparera aux combats décisifs qui approchent.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1969

LISTE N° 4

Barbière, 5 ; Mario, 10 ; Bistrot, 8 ; Ferruchio, 10 ; Paris, 23 ; réunion publique, 225,30 ; André, 70 ; S., 120 ; François 1er, 114,41 ; Jacques, 5,50 ; Jean - Claude, 50 ; Gérard 2e, 70 ; R. et R., 40 ; La Flèche 80 ; Emmanuel, 7 ; un chômeur, 7 ; Emile, 80 ; Lucien, 20 ; Robert, soutien, 15 ; Jean - Claude 33 ; Hélène, 2 ; René, 10 ; François 2me, 60.

Total précédent 5.812,44
Total liste n. 4 1.066,04

Total général 6.878,48

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »

3 et 5 boulevard Desplaces

MARSEILLE (X^e)

Distribué par les N.R.P.P.